



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

TAÏWAN : REGARD HISTORIQUE ET PERSPECTIVES SUR UN ARCHIPEL STRATÉGIQUE

Entretien réalisé par Emmanuel Lincot, sinologue et chercheur associé à l'IRIS avec
Pierre-Antoine Donnet / Journaliste, auteur de *Taiwan, survivre libres* (Nevicata, 2025)

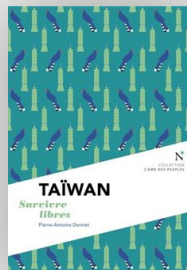
Novembre 2025



ENTRETIEN AVEC



Pierre-Antoine Donnet / Journaliste, auteur de « Taïwan, survivre libres » (Nevicata, 2025)



Pierre-Antoine Donnet est ancien rédacteur en chef central de l'Agence France-Presse et correspondant à Pékin, Tokyo et New York. Il est un expert reconnu de la Chine.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanuel Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

EMMANUEL LINCOT : Votre ouvrage est une synthèse sur l'histoire de Taïwan, suivi d'entretiens avec des personnalités éminentes. Il s'agit d'un vibrant plaidoyer en faveur de Taïwan. Pourquoi l'avoir écrit aujourd'hui ?

PIERRE-ANTOINE DONNET : Le président chinois Xi Jinping, qui est aussi le secrétaire général du Parti mais surtout le président de la Commission militaire centrale, a plusieurs fois exhorté les soldats de l'Armée populaire de libération à être prêts à livrer combat en 2027. Bien qu'il n'ait pas fait explicitement mention de Taïwan, l'allusion est transparente. S'agissant de Taïwan, il a - là aussi - plusieurs fois précisé que sa « réunification » constitue une « mission sacrée » de la nation chinoise devant être réalisée au cours de la génération présente, par la force si nécessaire. Lorsqu'il évoque cette question dans le cadre de la rivalité avec les États-Unis, il en fait « le cœur du cœur des intérêts vitaux » de la République populaire de Chine. Rappelons que depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en novembre 2012, Pékin multiplie les menaces et les actes d'intimidation contre Taïwan qui se comptent par centaines et se rapprochent toujours plus du littoral de l'île. L'avertissement est donc clair : si besoin est, l'armée chinoise pourrait se lancer en 2027 dans une invasion militaire de Taïwan. Or ce conflit serait assurément extrêmement coûteux en vies humaines mais aussi sur plan économique car, selon toutes probabilités, il engendrerait une grave crise économique et financière mondiale. Il pourrait en outre créer un effet domino en suscitant un conflit militaire entre la Chine et les États-Unis qui pourrait s'étendre jusqu'à donner naissance à une Troisième guerre mondiale, dans le cas où la Russie - allié de circonstance de la Chine depuis le début de la guerre qu'elle livre à l'Ukraine en février 2022 - déciderait d'intervenir. Récemment, la Première ministre du Japon Sanae Takaichi a laissé entendre que le Japon pourrait également intervenir militairement puisqu'un conflit entre Pékin et Taipei menacerait les intérêts vitaux du Japon. Mais quel que soit le scénario, la crise serait mondiale pour au moins deux raisons majeures : premièrement, plus de 20 % du commerce mondial transite par le détroit de Taïwan qui sépare l'île du continent chinois, davantage encore si l'on prend en compte les autres lignes maritimes de la zone et, deuxièmement, Taïwan abrite le géant des semiconducteurs taïwanais TSMC qui, à lui tout seul, produit plus de 90 % du marché mondial de ces chips de dernière génération. Or les semiconducteurs constituent le maillon essentiel de la Révolution industrielle mondiale en cours. Par ailleurs, Taïwan est à mon sens devenu la démocratie la plus avancée en Asie, surpassant de loin dans ce domaine le Japon ou la Corée du Sud, tandis que la Chine de Xi Jinping se dirige à grands pas vers un régime totalitaire assumé engagé sur la pente glissante du fascisme. Je n'ai jamais fait mystère de mon attachement à la démocratie et aux valeurs universelles que sont les libertés individuelles, la liberté d'expression, le multipartisme, une justice indépendante et une presse libre, toutes étant représentatives de

la démocratie taïwanaise aujourd'hui. Enfin - et je n'en fais pas mystère non plus - je compte beaucoup d'amis chers à Taïwan, dont certains le sont depuis que j'y ai appris la langue chinoise il y a maintenant 45 ans. De tout cela se dégageait pour moi un sentiment d'urgence à parler haut et fort de Taïwan et des enjeux que représente cette île qui n'est pourtant qu'un confetti sur une carte du monde.

Vous rappelez que 2,5 % de la population est d'origine aborigène et a des relations profondes et très anciennes qui remontent au néolithique avec celles de l'Océanie. Paradoxalement, les gouvernements taïwanais successifs ne communiquent guère sur ces diverses relations. Il y aurait là des éléments particulièrement utiles pour développer un nouveau *soft power* et ce, afin de mieux se démarquer de la Chine. Comment expliquez-vous que cela n'ait pas lieu ?

De fait, le regard de la population à forte majorité d'origine chinoise de l'île tout comme celui des autorités porté sur ces minorités ethniques a beaucoup évolué ces deux dernières décennies. Longtemps qualifiées avec un soupçon de mépris de « gens des montagnes », elles sont aujourd'hui devenues « les populations originelles » dans le narratif officiel. Elles sont donc décrites avec respect comme celles qui sont venues les premières habiter l'île. D'autre part, outre les musées consacrés à ces minorités qui ont ouvert leurs portes dans plusieurs villes de Taïwan, ces populations sont représentées au Parlement ainsi que dans la vie artistique et sociale de l'île où leurs apports sont valorisés.

Vous dites que la période coloniale japonaise (1895-1945) a été plutôt été bien vécue par la population comparée à la colonisation japonaise de la Corée, notamment. Cependant il y a eu un phénomène de « malgré nous », des enrôlés de force dans l'armée impériale. Comment expliquez-vous que la population taïwanaise n'en tienne pas rigueur à Tokyo ?

Comparé au profond ressentiment qui subsiste envers le Japon dans les consciences collectives en Chine, en Corée ou dans d'autres endroits en Asie du fait des exactions sanglantes et pour certaines épouvantables et répugnantes commises par l'armée impériale japonaise à partir des années 1930 au siècle dernier dans ce que le Japon impérial qualifiait alors de « sphère de coprosperité », rien de tel n'a eu lieu à Taïwan. Les « malgré nous » ont été une petite minorité et aujourd'hui encore, une partie importante de l'ancienne génération qui a connu ces années certes compliquées de la colonisation japonaise parlent le japonais et s'en souvient comme d'une période de profonde modernisation pour Taïwan. En outre, une

partie de la jeunesse taïwanaise est fascinée par les mangas, la musique, les arts contemporains ainsi que l'art de vivre du Japon voisin, c'est-à-dire tout ce qui constitue la puissance du soft power de l'archipel voisin. De cela en ressort des liens particuliers qui perdurent et même se renforcent entre les deux nations et qui, pour certains, sont discrètement tissés au plus haut niveau des autorités politiques de Taïwan.

Vous désignez l'année 1949 comme étant la véritable rupture entre l'île et le continent. Cependant, de part et d'autre du détroit, les deux populations connaissent chacune une expérience dictatoriale qui se poursuit pour l'une et qui pour l'autre a laissé des traces profondes. Comment expliquer que la singularité réussie de Taïwan, qui a réussi à concilier modernité et conservation d'une culture aussi hétérogène que multiséculaire, n'ait eu aucune influence sur l'évolution politique du continent ?

Ceci tient très largement au système politique de la République populaire de Chine où tout est étroitement contrôlé et surveillé par le Parti. L'information est muselée et instrumentalisée. Les médias, inféodés au régime dont ils sont la courroie de transmission, présentent Taïwan sous un angle idéologique qui sert les intérêts du Parti. La démocratie y est décrite comme faussée et corrompue, le pouvoir comme confisqué par un parti, le Parti progressiste démocratique, dont l'objectif serait exclusivement la sécession et l'indépendance. Le président Lai Ching-te est diabolisé avec l'aide de l'intelligence artificielle générative. Le tout vise à aiguïser le nationalisme ambiant autour de l'idée de rassembler la population à propos d'une réunification qui serait inévitable pour achever une « unité nationale » sous la bannière du Parti. Pour autant, des artistes de la chanson tout comme des auteurs de la littérature ou du cinéma de Taïwan sont toujours populaires et tolérés sur le continent, à la condition qu'ils s'abstiennent de vanter les mérites politiques de Taïwan. Certains, parmi ceux qui l'ont fait, ont été contraints à des excuses retransmises à la télévision et d'autres subissent de fortes pressions pour déclarer leur allégeance à la politique officielle de Pékin dans ce registre.

Les sondages évoquent un retournement de situation dans l'appréciation que peut avoir l'opinion taïwanaise vis-à-vis du continent. Il y a vingt ans, 60 % des sondés se disaient plutôt favorables à un rapprochement entre les deux rives du détroit. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Et pourtant, une autre réalité prévaut et fait rarement l'objet d'une attention suivie : un grand nombre - parmi les jeunes notamment - se disent indifférents et totalement

apolitiques. Cette minorité silencieuse peut-elle, selon vous, faire le jeu de la politique mise en œuvre par Pékin ?

À chaque séjour à Taïwan, je relève le fait qu'une partie de la jeunesse se détourne de la politique pour se réfugier dans l'univers numérique artificiel des jeux ou des vidéos sur leurs smartphones ou leur écran d'ordinateur. Beaucoup aussi parmi ces jeunes sont devenus les cibles prioritaires des incessantes campagnes de désinformation orchestrées par Pékin qui sont de plus en plus sophistiquées, là encore avec l'IA générative. Il me semble en effet que l'une des priorités des autorités devrait être la jeunesse, par définition l'avenir de Taïwan qui, si elle se détache et s'éloigne des vrais enjeux pour leur avenir, pourrait aussi progressivement préférer un accommodement trompeur avec Pékin en cédant à la peur savamment distillée et entretenue par la propagande chinoise.

Vous dites que les triades peuvent être employées comme une arme politique par le gouvernement de Pékin. Dans le scénario du pire, c'est-à-dire une guerre entre les deux Chine, pensez-vous que celles-ci pourraient être utilisées à des fins subversives ?

Où qu'elle soit dans le monde, la pègre a pour objectif premier de faire de l'argent de manière illégale. On a vu que ces triades avaient été utilisées par le régime de Pékin à Hong Kong pour tabasser et terroriser les jeunes manifestants de l'ancienne colonie britannique avant la mise sous cloche de Hong Kong en juin 2020 avec l'imposition de la tristement célèbre loi sur la sécurité nationale. Les triades sont présentes à Taïwan depuis longtemps. Elles sont imbriquées dans une partie du corps social. Elles fonctionnent sur un mode très hiérarchisé et, avec l'appât de gains faciles, elles pourraient en effet être mises à contribution à des fins subversives pour contribuer à déstabiliser le système politique en place.

Vous dites que la part des investissements industriels taïwanais sur le continent est en chute libre soit parce que les coûts de production ont augmenté, soit pour des raisons sécuritaires un découplage des intérêts taïwanais se produit au profit du Sud-est asiatique. Notre collègue Françoise Mangin avait mentionné, il y a quelques années, que 35 millions d'emplois sur le continent dépendaient des entreprises taïwanaises. Est-ce encore le cas aujourd'hui ?

De nombreuses entreprises taïwanaises sont toujours implantées sur le continent. Pour elles, le quitter n'est guère envisageable compte tenu de la taille du marché chinois. Mais du fait des menaces qui s'aiguisent sur l'avenir de Taïwan de même que l'éco donné à des affaires

d'emprisonnements de Taïwanais accusés d'espionnage sur le continent, la tendance est au désengagement. Pour autant, un découplage total est quasi impossible. Il ne concerne pour le moment que les domaines les plus sensibles, tels que ceux liés à la défense ou à celui des semiconducteurs.

Le limogeage du Général He Weidong en charge du théâtre opérationnel de l'Est pour l'Armée populaire de libération (APL) il y a quelques semaines constitue un événement majeur. Est-ce à dire que la décapitation d'une partie de l'armée chinoise voulue par Xi Jinping l'affaiblit ? Celle-ci minimise-t-elle selon vous les risques de guerre ?

Je pense que c'est tout le contraire. Les purges au sein de l'APL sont probablement voulues par Xi Jinping pour en éliminer les plus hauts responsables soupçonnés soit de ne pas adhérer pleinement à ses directives, soit de traîner les pieds s'agissant des plans visant à l'annexion de Taïwan. Le système politique chinois est cependant devenu d'une opacité telle qu'il est difficile de se prononcer de façon certaine. Mais il me semble acquis que s'il semble y avoir eu un mouvement de fronde au sein des instances dirigeantes du Parti contre l'exercice solitaire du pouvoir de Xi Jinping il y a quelques mois, il est aujourd'hui plus que jamais solidement à la tête du pays. Les dernières purges vont d'ailleurs probablement dans ce sens.

Une aide de plusieurs centaines de millions de dollars destinée à Taïwan vient d'être accordée par les États-Unis. Comment l'interprétez-vous ? Y voyez la réactivation du *Taiwan Relations Act* ?

Le *Taiwan Relations Act* n'a jamais été réellement désactivé. S'il a pu être mis en sommeil du fait de l'imprévisibilité du président américain Donald Trump et le manque de clarté quant à ses intentions en Asie de l'Est, il est certainement conscient du fait qu'abandonner Taïwan aurait pour conséquence une perte de confiance totale et durable des alliés de l'Amérique en Asie, dont les plus proches et les plus importants sont le Japon et la Corée du Sud. Ces pays auraient alors le sentiment que l'Amérique n'est plus ni crédible ni fiable. Plus loin, ce serait la même chose avec l'Australie. De plus, il sait aussi que « lâcher » Taïwan aurait pour autre conséquence de céder à l'armée chinoise un verrou géostratégique vital que constitue l'île puisqu'elle se trouve au beau milieu du premier cercle des îles de l'océan Pacifique entre le Japon au Nord et les Philippines au Sud. Si ce verrou devait sauter, c'est l'ensemble de l'équilibre géostratégique régional qui en serait profondément bousculé, au profit évident de la Chine. La conséquence ultime d'une telle décision serait que la Chine aurait alors toute

latitude pour réaliser l'un de ses principaux objectifs non-dits qui est de chasser les États-Unis de la région Asie pour alors pouvoir s'y affirmer comme le seul maître incontesté et indisputé. Pour autant, lire dans les pensées de Donald Trump est un exercice délicat, d'autant qu'elles semblent changer avec chaque jour qui passe. Avec lui de retour à la Maison-Blanche, l'anxiété est donc grande dans les cercles du pouvoir de ces pays sur le degré d'engagement des États-Unis vis-à-vis de Taïwan et sa volonté d'exercer une dissuasion suffisante envers Pékin pour éviter une conflagration catastrophique. Mon sentiment est cependant qu'actuellement, le temps joue en faveur de la Chine.

Le Japon menace d'intervenir en cas de guerre menée par la Chine contre Taïwan. Y voyez-vous le risque d'une escalade supplémentaire ?

Le bras-de-fer engagé entre Pékin et Tokyo sera durable et musclé car pour la Chine, il est impérieux de ne laisser aucun doute sur sa volonté à l'égard de Taïwan et de dissuader ainsi toute autre velléité comparable ailleurs dans la région. En outre, le Japon joue – souvent malgré lui d'ailleurs – une influence cruciale dans la région dans la mesure où sa marine et ses forces aériennes sont d'un niveau technologique élevé. Si un conflit devait éclater à Taïwan, il est vraisemblable que les premiers missiles auraient pour cibles les bases américaines au Japon, vitales pour l'armée américaine dans la zone. Tokyo le sait bien et y voit le fait que, bon gré mal gré, le Japon serait entraîné dans la guerre. Mais aucun Premier ministre japonais n'avait jamais été aussi loin que Sanae Takaichi sur les intentions du Japon énoncées de façon publique en cas de conflit à Taïwan. En refusant de revenir sur ses propos, elle affiche en outre une détermination elle aussi quasi inédite, comparable à celle de l'un de ses prédécesseurs à la tête du gouvernement japonais, le nationaliste Shinzo Abe qui a d'ailleurs été son mentor. Elle est aussi notoirement proche de responsables politiques de Taïwan de premier plan. Dire tout haut ce que Tokyo disait tout bas était insupportable pour Pékin pour qui le concept d'ambiguïté stratégique qui est aussi celui de Washington à propos de Taïwan est tolérable. Une escalade contrôlée est donc probable, sans pour autant qu'elle ne dégénère au point de précipiter d'autres voisins dans les bras de l'Amérique. L'enjeu de part et d'autre sera de ne pas perdre la face sans qu'il n'y ait de dérapage irrémédiable.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.